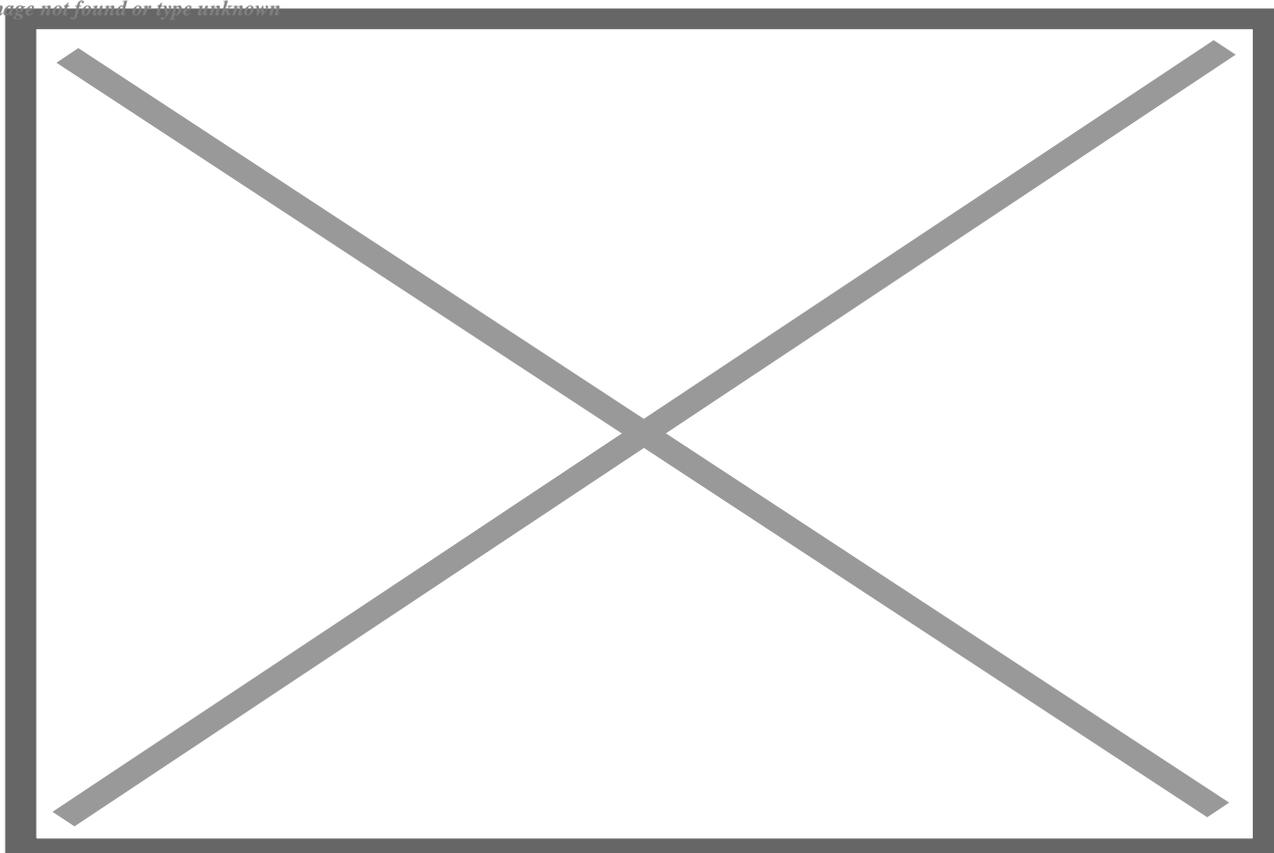


Preuves de tentatives d'étouffement

Image not found or type unknown



Par Roberto Morejón

Cuba, ainsi que des présidents et d'autres chefs de délégations, ont une fois de plus porté devant l'ONU la demande que les États-Unis mettent fin au blocus de l'île la plus grande des Antilles, une coercition que le président Miguel Díaz-Canel a qualifiée à juste titre de "guerre économique impitoyable".

Le président a également qualifié d'asphyxiantes ces mesures, appelées par euphémisme "sanctions", qui, a-t-il rappelé, s'appliquent également au Venezuela, au Nicaragua, à l'Iran, à la Corée du Nord et à la Syrie, entre autres.

Le pays de José Martí est unique, a souligné le chef de l'État cubain, car s'il n'est pas le premier à être touché par cette guerre, il est celui qui l'endure depuis le plus longtemps.

Le dignitaire antillais s'est étendu sur le siège économique extraterritorial cruel et silencieux, mais il n'a pas été le seul à le faire.

Son homologue colombien, Gustavo Petro, a rappelé qu'il était arrivé à New York en provenance de La Havane, capitale, a-t-il dit, d'un pays injustement soumis à un blocus, qu'un président de la nation sud-américaine a réussi à faire inscrire par les États-Unis sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme, selon Washington.

Ce que Cuba faisait, c'était soutenir la paix en Colombie, a rappelé M. Petro, d'où la demande faite à son homologue américain, Joseph Biden, de retirer la nation antillaise de la liste susmentionnée.

Une autre voix s'est élevée depuis l'Amérique du Sud, celle du président brésilien Luiz Inacio Lula Da Silva, qui a dénoncé l'encerclement de Cuba par les États-Unis, ainsi que son inclusion dans l'inventaire des pays qui, selon la Maison Blanche, soutiennent le terrorisme.

Il a notamment condamné toutes les mesures prises sans la protection de la Charte des Nations unies.

Tout au long de son histoire, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté trente fois des résolutions exigeant la fin du siège de Cuba par les États-Unis.

Cependant, la procédure féroce reste en place, avec de légères modifications apportées par l'administration démocrate.

C'est une politique, durcie par Donald Trump, et largement maintenue par son successeur, qui vient de prolonger d'un an l'usage de ses prérogatives dans la mise en œuvre du blocus de Cuba, à travers le Trading with the Enemy Act.

L'île la plus grande des Antilles et de nombreux gouvernements et pays solidaires continueront à démontrer la grossièreté du boycott dans les différents forums de l'ONU, tant qu'il persistera.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/334672-preuves-de-tentatives-detouffement>



Radio Habana Cuba